

Déclaration de la gouverneure représentant le Japon

à l'occasion de la 35^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Riga, Lettonie – 6 juin 2026

1. Introduction

Monsieur le Président, Madame la Présidente de la BERD, chers collègues gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

J'aimerais, au nom du gouvernement japonais, remercier sincèrement le gouvernement letton et les habitants et habitantes de Riga pour leur chaleureux accueil à l'occasion de cette 35^e Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La Lettonie, qui est notre hôte pour cette Assemblée annuelle, fait aujourd'hui partie des pays pionniers, en particulier dans le domaine de la numérisation. Nous espérons que ses efforts pour faire progresser celle-ci dans toute une série de domaines divers et variés, notamment dans la vie quotidienne, serviront de modèle aux pays d'opérations de la BERD dans leur quête de croissance économique et dans le cadre des réformes de leur gouvernance.

2. Questions en lien avec le Moyen-Orient

Les répercussions du conflit au Moyen-Orient se font de plus en plus sentir en Asie et en Afrique, notamment dans les pays d'opérations de la BERD. Nous espérons que les turbulences que connaissent actuellement l'économie et les marchés financiers mondiaux se calmeront le plus tôt possible.

Pour répondre à la crise et s'en remettre ensuite, il est important de soutenir la stabilisation des secteurs de l'énergie, de l'alimentation et de la logistique, ainsi que d'apporter une aide en matière d'infrastructures, tout en étant très attentif aux conséquences d'une pénurie d'engrais sur la production agricole future. À cet égard, nous nous félicitons de l'annonce en avril par la BERD de son intention d'investir 5 milliards d'euros dans les pays et les régions touchés par le conflit au Moyen-Orient, notamment en Jordanie et au Liban. Nous espérons que cette initiative permettra d'encourager la reprise économique de la région et de favoriser une croissance résiliente.

Les efforts de développement doivent absolument se poursuivre, même dans la conjoncture difficile que nous connaissons. Le Japon est convenu avec la BERD de mettre en place un « Fonds spécial de

l'initiative Japon-BERD pour l'accélération du développement et l'inclusion », dans le cadre duquel notre pays fournira à la Banque 1 milliard de dollars des États-Unis sur sept ans via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ce fonds permettra d'octroyer des prêts en devise locale et de réaliser des opérations connexes dans de nombreux pays d'opérations de la BERD. Ces financements en monnaie locale contribueront à réduire les asymétries de devises, à renforcer la résilience face aux chocs extérieurs tels que les variations des taux de change et à encourager une croissance générée par le secteur privé.

Il est par ailleurs important de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), particulièrement vulnérables en période de crise. Le Japon a commencé à participer à l'amélioration de l'accès aux financements et de la compétitivité des PME d'Afrique subsaharienne par le biais de l'Allocation spéciale de transition pour la résilience de l'Afrique (STAR) mise en place dans le cadre du Fonds fiduciaire japonais lors de la 9^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenue à Yokohama en août dernier. Nous sommes impatients de voir la BERD faire bon usage de ces ressources en faveur du développement de l'Afrique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces initiatives, nous attendons également de la BERD qu'elle travaille en complémentarité avec ses partenaires, et notamment avec le Japon. Celui-ci a annoncé en avril dernier la mise en place d'un « Partenariat pour la résilience énergétique et des ressources (POWER Asia) », initiative prévoyant de consacrer 10 milliards de dollars des États-Unis au renforcement des capacités d'approvisionnement en énergie et en ressources diverses de la région Asie-Pacifique. Nous nous réjouissons à l'idée de voir se mettre en place une collaboration entre la BERD et le Japon, ainsi qu'avec la Banque asiatique de développement et la Banque africaine de développement, qui entretiennent des liens étroits avec respectivement l'Asie et l'Afrique, chaque partenaire mettant à profit les avantages comparatifs qui sont les siens pour fournir un soutien efficace.

3. Ukraine

L'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui dure depuis plus de quatre ans, a causé des dommages considérables dans le pays et constitue un acte scandaleux qui sape les fondements mêmes de l'ordre international.

Nous nous félicitons de l'adoption du nouveau programme mis en place au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI, qui témoigne des efforts déployés par l'Ukraine pour procéder à des réformes malgré les conditions difficiles créées par la guerre en cours. Nous invitons instamment le gouvernement ukrainien à poursuivre dans cette voie.

Le soutien à l'Ukraine figure toujours parmi les grandes priorités de la BERD et le Japon réitère son engagement sans faille aux côtés de ce pays.

Afin de satisfaire les besoins financiers de l'Ukraine au premier semestre 2026, le Japon a anticipé le versement d'une partie de son prêt au titre de l'initiative de prêts extraordinaires pour l'accélération des recettes, lequel sera remboursé par les futurs flux de recettes extraordinaires provenant des actifs souverains russes gelés. Nous avons en outre décidé d'apporter un rehaussement de crédit de 4,5 milliards de dollars des États-Unis aux prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement afin d'aider l'Ukraine à poursuivre ses réformes.

Il est essentiel de soutenir l'activité économique de l'Ukraine en temps de guerre pour lui permettre de se rétablir plus tard. La BERD joue ici un rôle vital, grâce à son mandat de soutien au secteur privé. Nous constatons avec satisfaction qu'elle a mobilisé plus de 9,7 milliards d'euros depuis le début de l'agression russe et qu'elle apporte à l'Ukraine une aide constante, en particulier dans les domaines de la sécurité énergétique et des infrastructures essentielles.

Outre le soutien fiscal mentionné plus haut, le Japon apporte une aide destinée à maintenir l'activité économique. Il appuie ainsi, via son Fonds fiduciaire établi au sein de la BERD, le développement de la main-d'œuvre et l'amélioration de la productivité en Ukraine, notamment par des initiatives en faveur de l'emploi telles que des formations professionnelles destinées aux femmes et aux anciens combattants. Le Japon a versé en février dernier 11 millions d'euros supplémentaires à ce Fonds, qui finance l'assistance technique dans les pays d'opérations de la BERD, dont l'Ukraine.

Nous tenons à souligner à ce propos que le soutien à l'Ukraine est une entreprise commune menée par des pays partageant une même vision des choses bien au-delà des frontières de l'Europe. Le Japon apprécie les principes de longue date de la BERD en matière d'ouverture des marchés publics et d'aide non liée, et appelle tous les donateurs à s'y conformer, en particulier s'agissant du soutien à l'Ukraine. L'assistance fournie à l'avenir par des donateurs par le biais des banques multilatérales de développement (BMD) ne doit pas être conditionnée à des restrictions en matière de passation de marchés qui désavantageraient d'autres actionnaires, sauf si ceux-ci agissent contre les intérêts des BMD. Nous sommes convaincus que les entreprises japonaises peuvent contribuer à renforcer l'efficacité des opérations, en particulier lorsque viendra le moment de la reconstruction à grande échelle.

4. Coopération entre la BERD et le Japon

À mesure que la BERD étend ses opérations à différentes régions, comme le Moyen-Orient, l'Asie ou l'Afrique, elle doit absolument renforcer sa capacité à répondre à des besoins de plus en plus variés et

complexes, tout en apportant un soutien de qualité.

Il est pour cela essentiel qu'elle favorise le recrutement et la promotion de collaborateurs et collaboratrices d'horizons divers, et notamment de nationalités différentes, y compris en faisant appel à des professionnels japonais. Nous encourageons également la Banque à tirer davantage parti, dans le cadre de ses activités, des technologies et des compétences des entreprises du secteur privé, notamment japonaises.

Nous attendons du bureau de la BERD à Tokyo qu'il serve de passerelle entre le Japon et la Banque, en favorisant le recours à des ressources humaines, des technologies et des compétences japonaises dans les pays d'opérations de cette dernière.

5. Conclusion

De nombreuses réalisations ont été accomplies depuis que Mme Renaud-Basso a pris ses fonctions de Présidente en 2020, malgré un environnement difficile marqué par la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le conflit au Moyen-Orient. Dans le contexte actuel d'incertitude mondiale croissante due à divers facteurs, l'importance du rôle de la BERD s'accroît. Sous la direction éclairée de sa Présidente, nous attendons de la BERD qu'elle aille de l'avant dans l'accomplissement de sa mission, notamment en soutenant le développement, en aidant la transition vers des économies de marché et en faisant la promotion d'environnements commerciaux équitables et compétitifs.

Le Japon reste déterminé à fournir un soutien sur de multiples fronts, parmi lesquels le financement, l'accompagnement en matière de politiques et les ressources humaines.

-fin-